

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, accordée à la télévision italienne (1ère chaîne), notamment sur les relations franco- américaines à propos de l'Amérique centrale et de l'OTAN, les relations économiques et politiques franco-italiennes, Paris, mercredi 24 février 1982

QUESTION.- Monsieur le Président, tandis que le problème polonais reste toujours d'actualité, la situation au Salvador se détériore de jour en jour, les pays européens ont fait preuve d'une certaine homogénéité dans leur réaction sur le premier problème, peut-on envisager une action européenne - commune et homogène - en vue d'une solution politique au Salvador ?

- LE PRESIDENT.- Vous me posez là une question bien difficile car je ne connais pas encore, à l'heure actuelle, les dispositions diplomatiques de tous les pays qui constituent la Communauté européenne des Dix `CEE`. J'ai, certes, pu en discuter avec nos voisins allemands dont les démarches ont été très semblables aux nôtres et j'aurais certainement l'occasion d'en parler à Rome où je me trouverai à la fin de la semaine, comme vous le savez.

- Quant à la position française, je la résume en peu de mots : c'est une question d'analyse : comment analysons-nous la réalité de l'Amérique centrale au sein de l'Amérique latine ? C'est en ce sens que nous divergeons d'avec l'analyse américaine - je l'ai d'ailleurs expliqué moi-même au Président REAGAN, aussi bien à Ottawa qu'à Cancun, et nous continuons ce débat dans les conditions amicales qui nous unissent, les Etats-Unis d'Amérique et la France, mais avec clarté, afin que les positions puissent être abordées franchement. Nous pensons que les peuples de cette région du monde ont besoin d'une double libération et ils ressentent profondément le besoin de se libérer des oligarchies qui les dominent et qui les oppriment. Quelques familles, richissimes, qui détiennent la terre et les principaux intérêts économiques, et une grosse masse qui est exploitée et qui travaille pour le compte d'autrui. Ces peuples veulent se libérer de ces oligarchies et ces oligarchies entretiennent, la plupart du temps, des dictatures politiques - le plus souvent sanglantes. Il y a donc un besoin d'affirmation nationale et un besoin d'affirmation sociale, dont nous devons tenir le plus grand compte si l'occident est ennemi de cette forme de libération qui ressemble tellement à celle que nous avons nous-mêmes réalisée dans notre propre pays, alors bien entendu certaines fractions extrémistes ultra l'emporteront et comme d'autre part ces pays chercheront, ces forces révolutionnaires, chercheront des armes, où les trouveront-elles sinon dans le camp soviétique ? Et si elles les trouvent dans le camp soviétique, alors peu à peu, sous la pression des événements, il peut en effet finalement se produire le choix d'un camp qui heurterait de front les Etats-Unis d'Amérique, qui finirait par avoir tragiquement raison mais parce que nous aurions accumulé des fautes à l'égard de ces peuples. Si l'on compare avec certains événements qui se sont produits en Asie, soyons prudents. Voilà pourquoi notre analyse étant différente, nos conclusions le sont mais bien entendu, nous entendons débattre de ces affaires en confiance, avec nos partenaires occidentaux.

QUESTION.- Depuis votre élection, monsieur le Président, la présence politique de la France au-

sein de l'Alliance atlantique a été réaffirmée avec vigueur. On attribue aujourd'hui au président américain REAGAN la volonté de convier la France à réintégrer également l'organisation militaire de l'OTAN. Quelle est votre opinion, puis-je vous poser cette question ?

- LE PRESIDENT.- Nous sommes tout à fait disposés à discuter de l'Alliance atlantique pour lui donner plus de cohésion, plus de force, presque plus de réalité, et nous ne récuserons jamais aucun dialogue dans ce sens. Il y a d'ailleurs, au mois de juin, une double rencontre d'abord le sommet des pays les plus industrialisés, les sept, en réplique à la dernière réunion d'Ottawa, au Canada, et puis, il y aura, tout aussitôt après, un sommet atlantique, qui aura lieu à Bonn, je crois, rencontre à laquelle, dans-le-cadre des choses existantes, le Premier ministre, M. Pierre MAUROY, se rendra. C'est dire que nous comptons être présents, dans tout les débats de fond, sur la réalité et le devenir de l'Alliance atlantique £ mais nous n'avons aucunement l'intention de réintégrer l'OTAN car l'OTAN ce n'est pas spécifiquement, dirait-on l'organisation militaire : l'Alliance atlantique - c'est ça la véritable définition de l'OTAN. Et nous n'entendons pas entrer dans ce commandement intégré, nous entendons préserver notre autonomie de décision, fort précisément sur une force autonome nucléaire de dissuasion. Nous ne changerons pas de stratégie.\

QUESTION.- Si l'on revient un instant sur l'Europe, on voit se dessiner aujourd'hui quelques déceptions au sujet des problèmes de la Communauté européenne `CEE`, la France se montre récalcitrante sur certaines questions de principe, et l'on va jusqu'à l'accuser de protectionnisme. En Italie, on constate plus que de la mauvaise humeur sur la question du vin. Pensez-vous, monsieur le Président, que votre visite à Rome puisse débloquer la situation ?

- LE PRESIDENT.- Je l'espère mais je récuse la notion de protectionnisme. Le protectionnisme - s'il s'agit de clauses de sauvegarde ou de mesures exceptionnelles pour préserver un marché, ce protectionnisme-là est pratiqué par tous les pays de l'Europe des Dix. Donc on dira alors qu'aucun ne respecte vraiment les règlements £ sans oublier les méthodes indirectes ou dissimulées, qui, sous couvert de soutien à ceci où à cela, de protection de la santé - je pense par exemple à l'affaire des dindes, des volailles en Angleterre, à la veille de Noël - sur toute la série de procédés qui font que l'on doit renvoyer dos à dos les pays dont nous parlons, et ne pas diriger sur la France une critique qui serait alors très injuste.

- Quant au problème du vin, vous savez bien qu'il est posé depuis longtemps et je regrette que nos deux pays n'aient pas pris le taureau par les cornes - comme on dit dans une expression populaire française - et que l'on n'ait pas déjà réglé ce problème, d'un commun accord. C'est possible si nous nous entendons sur la régularité des opérations commerciales, sur les opérations de négoce, sur la façon de sauvegarder un marché - le marché de vin qui, pour nos deux pays, est très important, si l'on tient -compte des conditions de fabrication, des prix de revient, bref, si l'on s'inquiète des problèmes de provenance de ces vins, l'Italie et la France ont des progrès à faire, ils doivent en discuter amicalement et fermement et j'entends bien - lors de mon passage à Rome, en parler, en confiance, au chef de l'Etat `Alessandro PERTINI` et au Premier ministre `Giovanni SPADOLINI`, d'autant plus que les ministres de l'agriculture se trouveront également face à face£ il faudra bien qu'ils nous fassent des propositions.\

QUESTION.- En nationalisant presque tout le secteur bancaire et cinq grands groupes industriels votre gouvernement vient de réaliser le principal point de son programme. Mis à part les banques - qui, elles, réalisent presque toujours des profits - pensez-vous que la propriété publique dans le secteur industriel puisse contribuer à sortir, plus rapidement le pays de la crise actuelle ?

- LE PRESIDENT.- J'en suis convaincu. D'abord, je constate que l'investissement privé en France - mais c'est aussi vrai de la plupart des pays industriels - stationne, piétine, depuis 1976, et n'a pas connu d'accroissement, depuis cette époque. Je veux dire qu'en pourcentage les investissements privés ne se sont accrus que de 1 % en cinq ans. Ensuite, en France, je pense que nous avons la chance d'avoir un secteur public qui marche, avec de beaux résultats : c'est le cas de Renault - automobile £ c'est le cas de Elf Aquitaine - pétrole £ c'est le cas de EDF - électricité, GDF - gaz £ c'est le cas de la SNIAS - aéronautique, espace. Nous avons un secteur public qui marche bien et qui peut avoir valeur d'entraînement. Ce même secteur public a, lui, dans la même période, accru ses investissements de 52 %. Et nous pensons qu'avec

dans la même période, accroître ses investissements, de 52 à 70. Et nous pensons qu'avec l'instrument de planification que nous mettons en place, nous serons en mesure de prévoir le développement économique de la France, dans le cadre d'une restructuration industrielle et une volonté de reconquérir notre propre marché intérieur par les moyens licites du Marché commun, de la libre compétition, de l'honnête compétition et, sans moyen protectionniste. Nous entendons disposer d'un instrument puissant qui permettra à notre économie de se réorganiser. C'est dans ce sens que nous avons voulu agir, et, je le répète - pour compléter ma réponse à votre question précédente - si l'on aborde, sur le plan de l'Europe, chaque question l'une après l'autre, le lait, le vin, les huiles végétales, la demande anglaise d'aide européenne, la demande allemande de limitation de dépenses agricoles, ceci, cela, les céréales, on n'arrivera à rien. Il faut que nous restituions donc au débat au sommet sa pleine valeur politique, c'est comme cela que la réponse viendra.\

QUESTION.- Monsieur le Président, que pensez-vous du projet - dont on reparle de temps à autre - relatif à la création d'une grande gauche européenne pouvant réunir les socialistes, les sociaux-démocrates et peut-être quelques partis communistes, tels que le PC italien. Pensez-vous aborder ce problème avec M. CRAXI et M. BERLINGUER pendant votre visite à Rome ?

- LE PRÉSIDENT.- Je ne pense pas. Cette visite n'a pas cela pour objet - bien que ce soit un objet fort important. J'aurai l'occasion de rencontrer les principaux chefs de partis, par déférence à leur égard et par souci d'avoir une visite la plus complète possible. Et d'autre part, je serai personnellement heureux de retrouver certaines personnalités politiques avec lesquelles j'entretiens des relations d'amitié. Mais ceci n'empêche que le problème est posé. Je me permettrai de vous rappeler qu'il existe déjà une Internationale socialiste, que j'ai participé moi-même à sa direction - j'en ai été l'un des vice-présidents, j'ai beaucoup travaillé avec mon ami Willy BRANDT et j'ai eu l'occasion d'y rencontrer les représentants de deux partis italiens - notamment, le Parti socialiste et le Parti social démocrate. Je n'insisterai pas sur nos relations avec le SPD allemand, le parti travailliste anglais, les partis socialistes, les sociaux-démocrates italiens, des Espagnols, des Portugais, les pays scandinaves, sans oublier le parti grec `PASOK` (qui n'est pas membre de l'Internationale mais avec qui nous avons des relations particulières). Tout cela montre que les socialistes sont attachés à une certaine tradition historique qui s'est précisée en France à partir de 1905, la constitution d'un seul Parti socialiste et après 1920 - c'est-à-dire après la rupture avec le communisme marxiste léniniste, tout cela est dans votre esprit, je n'insiste pas.\

`Réponse` Cependant c'est vrai que les événements qui se sont produits, notamment au sein du Parti communiste italien `PCI`, au sein du Parti communiste espagnol `PCE` et certaines évolutions qui se sont produites à certains moments dans certains pays de l'Est, montrent bien une aspiration nouvelle - je ne dirai pas moderne mais nouvelle, adaptée à la réalité d'aujourd'hui, aux réalités nationales, relation qui se fait jour au sein des partis communistes, et c'est vrai que plusieurs de ces partis ont affirmé en certaines grandes circonstances, une indépendance d'esprit, un souci des droits de l'homme, une volonté de respecter le droit des gens, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes qui fait se rejoindre ces forces naguère déchirées par les grandes ruptures qui ont suivi la Révolution de 1917. Je ne peux que me réjouir de ces rapprochements et j'ai moi-même pratiqué, lorsque j'étais responsable du Parti socialiste français, ce rapprochement avec les Partis communistes italien et espagnol. Mais je ne veux pas me substituer maintenant aux responsables de partis quand je ne le suis plus. J'ai la responsabilité de la France et d'autre part, je veux bien me garder de me mêler des affaires des partis politiques de pays amis mais étrangers, et notamment un pays comme l'Italie. C'est donc à ces responsables-là de répondre à ma place.\